

ÉDITORIAL

Une nouvelle gauche, anticapitaliste, est nécessaire

Les 20 dernières années ont été marquées en Suisse par un recul continu des conditions de vie et de travail de la grande majorité de la population. La pauvreté et la précarité prennent des proportions toujours plus grandes. Comme à La Boillat à Reconvilier, les salarié-es voient leurs droits bafoués par un patronat arrogant et avide de profits.

Cette crise sociale s'inscrit dans une tendance: le creusement sans précédent des inégalités sociales dans le monde. Les profits amassés par une poignée de propriétaires de capitaux atteignent des niveaux colossaux; les développements technologiques sont fulgurants; mais une part toujours plus grande de la population mondiale voit ses besoins élémentaires non-remplis, niés par les lois du marché.

Ce creusement des inégalités est la conséquence de l'évolution du capitalisme: la mondialisation du capital offre la possibilité pour les propriétaires de capitaux de mettre en concurrence les salarié-es à l'échelle mondiale. Se livrant entre eux une compétition acharnée pour gagner des parts de marchés, ces capitalistes mettent une pression terrible sur les salaires et les conditions de travail. Les êtres humains moins productifs sont mis de côté dans cette course au profit. La guerre impérialiste menée contre des pays (comme l'Irak) pour contrôler leurs ressources naturelles et leurs marchés est la continuation de cette guerre économique.

Cette mondialisation pousse à l'extrême les contradictions du système capitaliste. Elle aboutit à une catastrophe sociale - et peut-être, demain, écologique. Face à celle-ci, les organisations censées défendre les salarié-es et les opprimés sont bien silencieuses: la dite "gauche" traditionnelle (Parti Socialiste, Verts) préfère gérer le système capitaliste et ses inégalités que le transformer. Ses représentants sont même devenus, là où ils sont arrivés au pouvoir, de fidèles exécutants des politiques anti-sociales exigées par les patrons. Il suffit de jeter un œil à notre Conseil fédéral, où les socialistes Micheline Calmy-Rey et Moritz Leuenberger siègent en toute collégialité avec le patron UDC milliardaire Christoph Blocher, pour le vérifier. Les directions syndicales sont toujours plus éloignées des besoins et des préoccupations des salarié-es: au lieu d'organiser la résistance des travailleurs face aux attaques patronales, elles s'accrochent et poussent les travailleurs à la passivité et la résignation (comme à la Boillat).

Pour se battre contre la mondialisation capitaliste et ses conséquences désastreuses, il est nécessaire de construire une nouvelle gauche. Une nouvelle gauche qui refuse un "partenariat social" ne profitant qu'aux patrons, et se bat sur le terrain des luttes sociales, aux côtés des salarié-es et des opprimés. Une gauche qui ose remettre en question la cause première des inégalités sociales existantes: le fonctionnement du système capitaliste basé sur le profit et l'exploitation. Une gauche qui relance le débat indispensable sur les systèmes socio-économiques alternatifs au capitalisme, sur ce que pourrait être un "socialisme du XXIème siècle."

Reconstruire une nouvelle gauche, anticapitaliste, en lien avec les luttes des travailleuses et travailleurs. C'est le projet pour lequel se battent les militantes et les militants du MPS-Fribourg. ■

— Le bien commun plutôt que les profits privés!

VOTEZ pour la gauche anticapitaliste,

VOTEZ MPS

Photo: Noverraz



Cette société inégalitaire et oppressive est inacceptable

Une lutte féministe est indispensable !

Etre féministe, ce n'est pas haïr les hommes mais considérer que la domination masculine constitue un rapport social au fondement de notre société. Cette domination engendre la discrimination systématique dans de nombreuses situations pour les femmes et des privilèges, en termes de temps et de pouvoir, pour les hommes.

Les mouvements féministes qui ont lutté contre les discriminations traditionnelles dont les femmes étaient victimes, ont obtenu d'importants acquis comme l'accès à la formation, l'obtention de droits civils et politiques (en Suisse, le droit de vote des femmes a été introduit en 1971 !), le droit à disposer de son propre corps à travers la contraception et le droit à l'avortement (en Suisse cela est un acquis récent et partiel), etc.

Les féministes se sont opposées à la logique de ce système économique et social qui assigne aux femmes et aux hommes des rôles bien définis et distincts. Ces rôles sont présentés comme étant des données naturelles et qui ne peuvent être changées: les femmes sont prioritairement assignées au travail domestique, comme ménagère et éducatrice des enfants. Les hommes, en revanche, occupent l'espace public.

Le féminisme: un combat toujours d'actualité

La crise du capitalisme accentue les inégalités entre les sexes mais aussi entre les femmes: elles sont plus touchées par la précarité et le chômage, constituent la moitié de la population mondiale mais représentent seulement le tiers de la main d'œuvre salariale, ne disposent que d'un dixième de la richesse mondiale, et de seulement un pour-cent de la propriété. Le 70 pour-cent des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté sont des femmes. Ces dernières souffrent du pillage économique et de la détérioration écologique des pays du Sud organisée par

les multinationales capitalistes et subissent des violences générées par les nombreuses guerres impérialistes.

En Suisse, comme dans le reste du monde, les salaires des femmes sont encore très inférieurs à ceux des hommes (environ 20 pour-cent en moins à travail égal). Peu nombreuses dans les postes à responsabilité, les femmes sont souvent contraintes d'exercer des métiers s'accompagnant de contrats précaires (temps partiels, travail sur appel, temporaire, etc), avec des conditions de travail qui se détériorent (annualisation du temps de travail, salaire au mérite, charge et cadence de travail qui augmentent).

Le travail domestique et l'éducation des enfants sont aujourd'hui encore largement une affaire de femmes - un surtravail non payé - qui doivent faire face à une double journée de travail. A cela s'ajoutent les nombreuses formes de violences qu'elles subissent dans la sphère privée comme sur leur lieu de travail (mobbing, violence sexuelle et physique, insultes sexistes,...).

Luttons ensemble pour permettre une réelle émancipation des femmes et des hommes!

Ces inégalités et violences dont sont victimes les femmes ne sont ni « naturelles » ni inévitables, mais le fruit d'une société qui est basée sur l'oppression et la domination au lieu de permettre une réelle libération des femmes et des hommes. De nombreuses femmes s'organisent pour lutter contre cette oppression; leur lutte est liée à celle d'autres opprimés et exploités s'opposant à la logique d'un système patriarcal et capitaliste qui ne reconnaît de droits (droit de se faire soigner, d'étudier etc.) qu'aux personnes qui peuvent se les payer.

La lutte pour l'émancipation des femmes - dont font partie les revendications de création de crèches, d'un salaire égal à travail égal, d'un congé paternité - est un aspect indispensable de notre projet socialiste. ■

Mettre un terme au démantèlement du service public !

Depuis plusieurs années, les tentatives pour restreindre le service public se multiplient dans toute la Suisse. Chaque année amène ainsi son lot de coupes budgétaires, de « programmes d'économies » ou encore de privatisations dans les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes). Pour la population, les conséquences sont dramatiques :

- des dizaines de milliers de salarié-e-s se retrouvent sans emploi. Exemple : entre 1990 et 2004, 11'146 postes à plein temps ont été biffés aux CFF, soit 29,6% du total des effectifs ! Au niveau cantonal, des centaines d'employé-e-s perdent chaque année leur poste ;

- les prestations à la population ne cessent de se dégrader, quant elles ne disparaissent pas purement et simplement. On peut le constater tous les jours

dans les écoles, les hôpitaux ou encore dans les bureaux de postes.

Les gouvernements – de droite ou de gauche – justifient ce démantèlement par des finances catastrophiques (des déficits à répétition). Qu'en est-il réellement ?

Des déficits élevés ?

L'état des finances publiques en Suisse est en réalité loin, très loin, d'être mauvais. Les comparaisons internationales effectuées par l'Office fédéral de la statistique et par l'Administration fédérale des finances l'attestent : Pour ce qui est du déficit budgétaire par rapport au Produit intérieur brut (PIB, soit la richesse créée en Suisse), la Suisse, contrairement à la plupart des pays européens, n'a jamais atteint la barre des 3%, même en récession.

A Fribourg, depuis 2002, les finances cantonales affichent chaque année au compteur un bénéfice de plusieurs dizaines de millions de francs. En 2005, la dette de l'Etat s'est même transformée

A Fribourg, depuis 2002, les finances cantonales affichent chaque année au compteur un bénéfice de plusieurs dizaines de millions de francs.

en un capital net de 238 millions... Ce qui n'empêche pas le Conseil d'Etat de continuer sa politique d'austérité !

Fribourg : destruction du service public au menu

Malgré une situation financière plus que saine, le canton de Fribourg n'a pas échappé à cette politique de

démantèlement du service public. Les exemples abondent : en 2002, les Entreprises électriques fribourgeoises (EEF) ont été privatisées. Le personnel de l'Etat a vu ses conditions de travail revues à

la baisse, avec notamment l'introduction de la nouvelle Loi sur le personnel (Lpers) et des coupes salariales. Un plan de réorganisation du réseau hospitalier prévoit des fermetures ou des restructurations d'hôpitaux dans tout le canton. Dans les écoles, le nombre d'élèves par classe est souvent à la limite du supportable. Dans les institutions sociales, en 2005, la Conseillère d'Etat « socialiste

» Ruth Lüthi a licencié collectivement 2'300 personnes et leur a imposé unilatéralement une réduction d'une semaine de vacances. A l'Université, des postes sont supprimés et mettent en péril des filières

entières de formation... On pourrait multiplier ces exemples à l'infini !

Construire un front commun du personnel et des usagers/-ères

Jusqu'à présent, ce démantèlement s'effectue dans un silence assourdissant : aucun parti, aucun syndicat n'organise une résistance digne de ce

nom. Il est nécessaire que cela change.

Pour cela, il s'agit de construire un front d'opposition à la politique des coupes budgétaires et des baisses de prestations, associant le per-

sonnel et les usagers/-ères. Des nouveaux postes de travail doivent être créés là où c'est nécessaire – notamment dans les écoles et les hôpitaux – et les conditions de travail du personnel doivent être revalorisées. Dans de nombreux domaines (par exemple, les crèches), le service public est tout simplement inexistant et doit être développé ! ■

D'avantage d'impôts pour les riches, moins pour le peuple

L'impôt est bien sûr nécessaire. Des tâches d'intérêt général doivent être financées collectivement : système éducatif, santé, transports, dépenses sociales etc... Mais le capitalisme impose ses conditions :

- Le produit de l'impôt est réparti non pas en fonction de l'intérêt commun mais bien selon les exigences de la bourgeoisie

- La perception de l'impôt se fait sur des bases totalement injustes, frappant avant tout les milieux populaires

Et les choses vont en s'aggravant : les milieux néo-libéraux impulsent depuis quelques années une série de contre-réformes qui visent toutes à alléger l'imposition du capital et des riches pour en transférer la charge sur le dos des salarié-es. Dans le canton de Fribourg, la même tendance est en cours : réduction de l'impôt sur le bénéfice, augmentation des déductions fiscales par le biais des amortissements, réduction linéaire (c'est-à-dire favorisant les riches) de la charge fiscale. Reiner Eichenberger, professeur à l'Université de Fribourg, applaudit des deux mains à l'offensive fiscale du canton d'Obwald (taux d'imposition dégressif). Le Conseil d'Etat se pose en défenseur d'une saine concurrence fiscale entre les

cantons. Face à une telle situation, les milieux populaires doivent reprendre l'initiative.

Pour un impôt véritablement progressif

Le barème actuel de l'imposition des revenus s'arrête subitement à 13,5 %. Ce qui veut dire qu'un revenu imposable de 200'000 francs est taxé au même taux qu'un revenu imposable 10 fois plus élevé ! Il faut corriger ce système en allégeant le taux pour les petits et moyens revenus et en l'augmentant pour les gros revenus. Le barème doit continuer à progresser pour les gros revenus. Même chose pour les fortunes : les millionnaires sont imposés au taux de 3,5 0/00 ! On peut poursuivre la progression sans problème, comme pour l'imposition des bénéfices des sociétés et du capital. L'impôt sur les gains immobiliers et les plus-values doit être renforcé pour les courtes durées de propriété (éviter la spéculation).

Contre la concurrence fiscale

Il ne s'agit pas comme le fait le Conseil d'Etat de critiquer simplement les effets d'une concurrence fiscale malsaine. Il ne s'agit pas non plus de proposer des réformes s'en prenant uniquement « aux abus de la concurrence fiscale

» comme le fait le Parti socialiste dans son projet d'initiative fédérale. Il faut s'attaquer frontalement à l'idée même de concurrence fiscale. C'est une invention patronale au service de deux objectifs : a) permettre au capital et aux bourgeois de payer moins d'impôts en faisant le chantage au démantèlement ; b) par une politique des caisses vides, diminuer en permanence les dépenses publiques. Pour le MPS, la seule solution réside dans une harmonisation complète tant des barèmes que des assiettes fiscales entre les cantons.

Suppression des privilèges

Le canton de Fribourg est connu pour faire des cadeaux fiscaux aux holdings et autres sociétés boîtes aux lettres (qui pullulent à Fribourg !). L'article 127 de la loi sur les impôts cantonaux permet en effet d'exonérer ces entreprises de tout impôt sur le bénéfice ! Cet article doit disparaître rapidement. De même, alors que les salarié-es ayant des petits et moyens revenus sont en général imposés jusqu'au dernier centime, les bourgeois et les employeurs dissimulent sans trop de difficultés des parties importantes de leurs revenus ou bénéfices. Des contrôles fiscaux sérieux doivent être opérés là où se trouve l'argent. ■

Contre la marchandisation de la santé

L'assurance maladie de base, qui est obligatoire pour tous et qui rembourse les soins de base, coexiste avec des assurances complémentaires accessibles exclusivement à celles et à ceux qui en ont les moyens et qui sont de « bons risques » (jeunes, en bonne santé, hommes). L'assurance complémentaire, contrairement à l'assurance de base, fait des bénéfices considérables, et le catalogue des prestations de la seconde tend donc à se réduire d'année en année, afin d'obliger les assurés à contracter des assurances complémentaires. Le système de santé est contrôlé par les caisses-maladie et par le Conseil fédéral, avec à la clef une influence croissante des lobbies des assureurs et de l'industrie pharmaceutique sur la politique de la santé. Les intérêts des assurés et des patients ne sont pas représentés. A titre d'exemple, la décision de retirer les médecines alternatives du catalogue des prestations de l'assurance de base est le résultat de l'influence de ces lobbies.

Ce système est cher. Si l'on tient compte de la nécessité de constituer des réserves pour chaque nouvel assuré, un changement de caisse-maladie coûte environ Frs. 1'700. – soit 300 millions par an. La concurrence, supposée contribuer à réduire les coûts de la santé, entraîne donc plutôt une augmentation de ces coûts. La publicité destinée à attirer les « bons risques » a son prix, de même que les salaires dispo-

portionnés versés aux directeurs et cadres supérieurs des caisses, et les jetons de présence versés aux membres des conseils d'administration. Les augmentations de primes sont nettement supérieures à l'augmentation des coûts de la santé. Les caisses-maladie n'ont pour ce phénomène que des explications vagues. Le système de financement des caisses-maladie est particulièrement antisocial : chacun/chacune paie la même prime, indépendamment de son revenu et de sa fortune..

Ce que nous voulons

La santé est un droit pour toute la population. Chaque habitant de ce pays doit être protégé contre les atteintes à sa santé. Cela signifie d'abord une politique de prévention conséquente en matière d'environnement (lutte contre la pollution, contrôle de la qualité des produits alimentaires), de protection des travailleurs (contrôle des conditions de travail, des horaires de travail, réduction de la flexibilité) et d'éducation à la santé, notamment dans le domaine de la prévention des toxicomanies et de l'encouragement à la pratique des sports.

En cas d'atteinte à la santé, chacun et chacune doit avoir accès à des soins de qualité et recevoir les informations qui lui permettent le cas échéant de se prononcer sur les différents traitements possibles.

La recherche médicale doit être encouragée et viser le bien-être de la population plutôt que le profit des entreprises pharmaceutiques.

L'initiative pour une caisse maladie unique et sociale

Elle sera soumise au peuple en mars 2007 et doit être soutenue car elle représente un premier pas dans la bonne direction :

- En prévoyant des cotisations en fonction de la capacité économique des assurés, elle abolit le système scandaleux de la prime unique qui refuse aux personnes dans le besoin le droit d'accéder à des soins de qualité.

- En instituant une caisse unique pour toute la Suisse, elle neutralise le pouvoir excessif des caisses-maladie sur le système de santé et contribue à une gestion plus efficace de ce système. Ceci aura une incidence favorable sur les coûts de la santé. Avec une seule caisse, nous aurons enfin des données statistiques fiables qui permettront d'élaborer une politique de la santé répondant aux besoins de la population.

- En prévoyant une gestion tripartite de la caisse, elle permettra enfin aux assurés de défendre leurs intérêts et de contrôler la politique et la gestion de la caisse. ■

Loi sur le commerce De gros enjeux derrière les apparences

La volonté d'étendre les heures d'ouverture des magasins est souvent présentée comme répondant simplement aux « nouveaux comportements des consommateurs ». Il s'agirait là d'une évolution naturelle à laquelle personne ne pourrait rien changer. Une telle présentation ne vise qu'à masquer les véritables enjeux : une bataille féroce lancée par les propriétaires du capital sur le temps de travail. Partout la flexibilisation est à l'ordre du jour. Elle prend une forme particulière dans les magasins : les patrons sont obligés de modifier la loi pour élargir les horaires,

ce qui entraîne obligatoirement de vastes discussions. Depuis 10 ans, c'est une déferlante libérale qui s'abat sur la Suisse. Les résistances sont toutefois vigoureuses et dans une majorité de cantons, les votations tournent à l'avantage du peuple. Fribourg n'est pas épargné : depuis 1996, une révision libérale de la loi sur le commerce est impulsée tous les 2 ans ! Quand le peuple la rejette, les bourgeois reviennent à la charge. Quand le projet libéral est accepté, les bourgeois se sentent des ailes et cherchent immédiatement à doubler la mise. Seule manière de combattre efficacement cette

vague libérale : clarifier les enjeux.

Pas de donnant-donnant

L'année passée (shops des stations essence), le parti socialiste et la majorité des syndicats sont allés jusqu'à soutenir la

d'une convention collective de travail. C'était là une grossière erreur: pour améliorer les conditions de travail des vendeurs et des vendeuses, il ne faut pas commencer par les dégrader ! C'est également un marché de dupes : la révision légale va déployer ses effets sur une longue période, et sur de larges secteurs, alors que la CCT peut être dénoncée quelques années plus tard et ne concerne que très peu de monde.

Ne rien laisser passer

Chaque révision libérale en appelle immédiatement une

autre. Dans le canton, à peine l'extension des heures d'ouverture dans les shops était-elle entrée en vigueur que la prési-

Reprendre l'initiative

L'idéologie bourgeoise dif-

fusionne avec frénésie l'étiquette de « consommateurs » pour masquer le statut salarié de la grande majorité de la popula- tion. Et tenter de lui faire perdre de vue ses propres intérêts. Nous devons faire le contraire : partir des intérêts affichés de la majorité des salarié/es pour combattre la déréglementation libérale des horaires de travail. Dans le contexte actuel de révisions permanentes, nous devons développer une réponse politique qui aille au-delà du statu quo. Une bataille pour une fermeture des magasins à 14h00 le samedi pourrait remettre au centre de la discussion les intérêts de l'ensemble des salarié/es. Les vendeuses et vendeurs en seraient bien sûr les premiers bénéficiaires. Mais si

"Une bataille pour une fermeture des magasins à 14h00 le samedi pourrait remettre au centre de la discussion les intérêts de l'ensemble des salarié-e-s".

révision libérale. Ils sont tombés dans le piège tendu par les bourgeois : extension des heures d'ouverture en échange

retraite à 67 ans!

une telle bataille était menée largement, elle étendrait ses effets sur l'ensemble des salarié/es.

Stop au dumping salarial et social!

Renforçons les droits des salarié-es!

Les salaires et les conditions de vie à la baisse

Les salaires réels n'ont augmenté en Suisse, entre 1993 et 2005, que de 0,3%¹ par année; en prenant en compte l'augmentation des primes d'assurance-maladie, cela veut dire qu'une grande partie des ménages a vu son revenu diminuer. La précarité et le nombre de working poors explosent.

Caritas compte aujourd'hui 1 million de pauvres en Suisse...

Les conditions de travail se durcissent, le temps de travail s'allonge

Dans le privé comme dans le public, la tendance est aux réductions de personnel et à l'intensification des rythmes de travail. Les horaires se rallongent: on doit travailler la nuit, le

soir, le samedi, le dimanche... La révision permanente de la Loi sur le Travail enlève peu à peu toute limite à la journée et à la semaine de travail. En plus de flexibiliser et d'intensifier le travail au maximum, les patrons veulent rallonger sa durée - pourtant une des plus élevées des pays industrialisés! Dans tous les secteurs ils poussent pour allonger les horaires de travail; ils veulent en même temps repousser l'âge de la

Une lutte des classes menée par en haut

Pendant que les revenus des salarié-es baissent, les profits prennent l'ascenseur: Entre 2002 et 2005, les profits des 26 entreprises cotées à la bourse suisse augmentaient de 328%. Qui empêche ce magot? Les propriétaires des entreprises (les actionnaires, qui ont vu leurs dividendes exploser), les grands patrons et les cadres supérieurs. Cette évolution est le fruit d'une "lutte des classes par en haut", dont le but est d'augmenter l'exploitation des salarié/es.

Et à Fribourg?

Dans le canton de Fribourg, le chômage et la précarité ont fait un bond en avant ces dernières années: au mois de juin 2006, on comptait 6025 demandeurs d'emploi dans le canton, pour 366 places vacantes... Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale augmente aussi: + 20,42% de 2002 à 2004²; celui des chômeurs en fin de droit aussi: 510 par an en 2002... 972 en 2005!

La réponse du gouvernement? Mettre la pression sur les salarié-es! Son projet de nouvelle Loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT) veut durcir l'application de la Loi

sur le chômage et réduire l'accès aux programmes de qualification pour les chômeurs en fin de droit, ainsi que leur durée. Le Conseil d'Etat s'attaque aussi aux plus démunis: le Département des Affaires sociales, dirigé par la "socialiste" Ruth Lüthi, a baissé au 1er janvier 2006 le montant forfaitaire couvrant les besoins de base (de 1076 francs à 960 francs par mois) pour les personnes recourant à l'aide sociale.

¹ Source: Chiffres de l'Office fédéral de Statistique (OFS)
² Chiffres du Service d'action sociale, Fribourg

Ecologie : alerte rouge !

Réchauffement planétaire, pollutions massives, effet de serre, catastrophes naturelles, destruction et raréfaction des ressources naturelles, déforestation, OGM : la question écologique est cruciale.

Certains mouvements de défense de l'environnement tendent à s'accommoder avec le capitalisme (exemple : en instaurant des taxes sur le CO2 ou les sacs poubelles pénalisant les bas revenus sans viser les intérêts des industriels). Pourtant, les problèmes écologiques et sociaux sont liés.

Les entreprises, se livrant une concurrence sans merci, tendent à produire toujours plus, selon un seul critère: celui du profit maximum. Cette course à la productivité a un impact brutal sur l'environnement et le salariat. Elle exploite les ressources naturelles (sol, air, eau) sans souci de leur épuisement. Elle attaque les écosystèmes en rejetant des matières polluantes (déchets solides, liquides, gaz à effet de serre). Elle pousse aussi à la réduction des coûts de production (les salaires) et durcit les conditions de travail.

La logique du capitalisme est d'accaparer de nouveaux marchés, pour se créer de nouveaux débouchés et accumuler plus de capital. La marchandisation de l'eau en constitue un exemple: les multinationales poussent à la privatisation du

secteur de l'eau, puis l'accaparent. Sa « gestion » leur permet d'accumuler un maximum de capital en fixant les tarifs. L'accès à l'eau devient aléatoire pour les plus défavorisés, de par son coût élevé. Les OGM sont un autre exemple: les multinationales sont déterminées à les imposer pour réaliser des bénéfices, au mépris de l'environnement (dissémination incontrôlable, diversité en danger) et de la santé publique (conséquences sur l'organisme humain).

Produire plus, plus vite, pour plus de profits : voilà la logique capitaliste à la base des problèmes sociaux et écologiques. La biosphère est sacrifiée à cette logique. La population et les travailleurs paient les pots cassés, comme le montre la succession de catastrophes écologiques - et leurs conséquences sociales - ces 30 dernières années.

- explosion de l'usine AZF (Toulouse)
- scandale de l'amiante (100'000 décès par an)
- catastrophe de Bhopal due à une multinationale (plus de 10'000 morts)
- catastrophe de Seveso (une filiale de Roche laisse échapper un nuage de dioxine)
- déchets et problèmes permanents liés au nucléaire
- marées noires (à 9 reprises en 10 ans en Europe) avec leurs conséquences écologiques et sanitaires (mazoutage des

espèces vivantes, produits marins inconsommables, risque de maladie pour les habitants)

La logique du capitalisme entre en contradiction avec la préservation de l'environnement. La question écologique doit donc être abordée dans l'optique d'une transformation radicale de la société: la « croissance infinie » (soi-disant pourvoyeuse de bien-être par l'augmentation de la production et de la consommation) mène à la destruction de l'environnement et met en péril la survie de l'humanité.

Nous voulons :

- la protection, la non-marchandisation et la gestion démocratique des biens communs de l'humanité (eau, air, ressources naturelles)
- une nourriture saine, une agriculture suffisante et respectueuse du sol et qui garantisse une vie correcte à la paysannerie
- la satisfaction des besoins de chacun sans que la planète en souffre (donc aussi la remise en cause de certains « besoins » créés par la société de consommation)
- une réappropriation par les citoyens et les salarié/es des choix en matière d'énergie, d'aménagement urbain, de transports.

Seule la lutte unie des salarié-es peut stopper ces attaques contre nos conditions de travail et de vie. Pour reprendre l'offensive, il faut imposer des revendications qui rompent avec la toute-puissance patronale:

- **NON au démantèlement des protections des salarié-es:** il faut renforcer la Loi sur le travail, pas la démanteler
- **A Fribourg, NON à la LEMT,** projet de loi anti-salarié-es
- **Les salaires** doivent augmenter, aux dépens des revenus financiers
- **Stop aux licenciements!** Le droit à l'emploi doit passer avant le droit de propriété. Les licenciements doivent pouvoir être interdits: le bien commun doit passer avant le profit privé.
- **Travailler moins, mais tous!** Réduction à 35 heures par semaine du temps de travail pour toutes et tous (sans réduction de salaire). Pour éviter que le travail soit intensifié, toute réduction de travail doit être compensée par de nouvelles embauches
- **Salaire minimum pour toutes et tous!** Il faut que toutes et tous les salarié-es, avec ou sans-emploi, aient droit à un revenu minimum
- **Stop aux emplois précaires!** Tous les emplois précaires doivent être reconvertis en emplois stables.

photo : Giller



Pour une autre politique de l'immigration et de l'asile...

La question migratoire est un débat quasi permanent en Suisse, comme dans tous les pays européens. Les récentes votations du 24 septembre 2006 sur les nouvelles Lois sur les étrangers (LEtr) et sur l'asile (LAsi) font suite à vingt-deux initiatives ou référendums anti-étrangers organisés entre 1964 et 2004. Cette donnée révèle le caractère obsessionnel avec lequel la Suisse aborde la question migratoire et permet de démasquer le mensonge du conseiller fédéral Blocher lorsqu'il affirmait récemment et sans rire que « la Suisse n'a pas de problème avec ses étrangers. »¹

En Suisse comme ailleurs, le patronat réclame avec force la possibilité de pouvoir disposer d'un important réservoir de main d'œuvre peu chère et docile pour accomplir des tâches de plus en plus nombreuses dans tous les secteurs de l'économie. En même temps les autorités prétendent mener une politique de contrôle des flux migratoires pour lutter soi-disant contre: une altération de "l'identité nationale"; une pseudo-invasion de travailleurs et travailleuses « illégaux »; les soi-disant abus du système social (chômage, santé, etc.) et des institutions (mariages blancs); ou encore contre les risques - par contre bien réels - de dumping salarial, mais dont les causes sont la politique de démantèlement social menée par le patronat suisse et un Conseil fédéral à ses ordres, et

non pas les immigrés ou les requérants d'asile.

Refuser les fantasmes et les faux semblants...

La volonté politique affichée officiellement visant à satisfaire cette double exigence (main-d'œuvre bon marché et contrôle de l'immigration) est une imposture. Elle cache l'intention réelle des milieux dominants: renforcer toujours plus la domination du capital sur le travail et exercer une terrible pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail de toutes et tous. De ce point de vue, l'impasse voire l'échec que certains - surtout à gauche - croient déceler dans la politique de contrôle des flux migratoires se révèle en fait n'être, dans le cadre de la politique anti-sociale d'ensemble orchestrée par le Conseil Fédéral, qu'un formidable instrument de précarisation, de mise sous pression et de division de l'ensemble des travailleurs et travailleuses au service du patronat

...pour définir une politique correspondant à la réalité et répondant aux besoins sociaux réels

Résister à cette logique de démolition sociale et de renforcement des sentiments xénophobes et racistes dans la population exige de changer totalement la politique de l'immigration et de l'asile. Cette



photo : Verissimo

nouvelle politique d'immigration devrait être menée autour de trois axes: 1/ Remplacer la politique de contrôle des flux migratoires par la libre circulation des personnes, accompagnée de droits sociaux et syndicaux renforcés. Cela impliquerait l'introduction de l'égalité de traitement entre immigrés européens et non-européens et la régularisation collective de tous les sans-papiers; 2/ Promouvoir, selon des modalités décidées collectivement, une politique d'accès étendu à la citoyenneté de résidence en lieu et place de la politique de la nationalité

actuelle. En clair: accorder le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers ayant un projet de vie durable en Suisse. Ces droits devraient être accordés au niveau fédéral, cantonal et communal; 3/ Revaloriser et renforcer le droit d'asile en accordant l'asile notamment aux victimes de persécutions non étatiques et aux femmes discriminées en raison de leur sexe. Et en finir avec la logique d'externalisation des requérants d'asile, pour reconnaître aux personnes persécutées un réel droit à l'exil et à rechercher la protection dans un état de leur choix.

Une nécessité: l'auto organisation et l'unité d'action des travailleurs et travailleuses

Ce programme passe par une action résolue en faveur de l'unité des travailleurs et travailleuses: il faut développer une politique syndicale de lutte en faveur de l'égalité de traitement entre étrangers et suisses. Cette action doit s'inscrire autour de quelques revendications fondamentales: 1/ l'élargissement et le renforcement des conventions collectives de travail; 2/ une réelle protec-

tion contre les licenciements pour les militants syndicaux; 3/ l'instauration d'un contrôle social des conditions de travail et de salaires en lieu et place du contrôle institutionnel actuellement développé dans le cadre des mesures de lutte contre le travail au noir (LTN); 4/ le soutien à l'auto organisation des travailleurs et travailleuses dans le cadre de mouvements de base unitaires transcendant les barrières de nationalité, de titre de séjour, de sexe et de religion.

¹ cf Le Matin dimanche du 20.8.2006

Agir contre le capitalisme

Quels projets de transformation sociale à l'aube du XXIème siècle ?

Meeting avec Daniel Bensaïd, philosophe, écrivain, membre de la Ligue communiste révolutionnaire (France)

Mardi 17 octobre à 20h00, au café des Maréchaux à Fribourg

LISTE 11 NOS CANDIDATES ET NOS CANDIDATS AU GRAND CONSEIL EN VILLE DE FRIBOURG



PIERRE-ANDRÉ CHARRIÈRE
54 ans - Imprimeur

WYNA GILLER
30 ans
Décoratrice de théâtre

GAETAN ZURKINDEN
30 ans - Syndicaliste

NATACHA SANGLARD
32 ans - Enseignante

GUY ZURKINDEN
28 ans - Syndicaliste

ABONNEZ-VOUS

Pour vous abonner à *La brèche*, contactez-nous:

- par poste : **MPS**, case postale 961, 1701 Fribourg
- par courriel : meps-fribourg@labreche.ch

• ou encore verser directement le montant de 20 francs au CCP 17-335173-2, Association *La brèche*, 1007 Lausanne.

CONTACTEZ LE MPS

Je m'intéresse aux activités du MPS:

Contactez-nous:

- par poste : **MPS**, case postale 961, 1701 Fribourg
- par courriel : meps-fribourg@labreche.ch
- soutien financier: CCP 17-464585-5, MPS, case postale 961, 1701 Fribourg.